

BATCH 44

Nations Unies

E/C.2/2022/2/Add.7



Conseil économique et social

Distr. générale
28 Juillet 2022
Original : français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session de reprise de 2022

29 août au 7 septembre et 15 septembre 2022

Rapports quadriennaux pour la période 2017-2020 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil *

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

1. Action contre la faim
2. Action pour la promotion du développement
3. Action Secours Ambulance (ASA)
4. Action Sécurité Ethique Républicaines
5. Bar Association for International Governmental Organizations, Inc.
6. Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies
7. Femmes Autochtones du Quebec, Inc./ Quebec Native Women, Inc.
8. Fondation Nehemie
9. Fondation Surgir
10. Groupe d'économie solidaire du Québec
11. Horizon d'échange et de lutte contre la pauvreté
12. Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut
13. Mouvement de la Paix
14. Organisation Constellée pour le Développement Economique et Social de la Commune des Gonaïves
15. Organisation de defense de l'environnement au Burundi

*Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.

22-12126 (F) 040822 250822



Merci de recycler



1. Action contre la faim

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Créée en 1979, Action contre la Faim est une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire et professionnelle, spécialisée dans la lutte contre la faim. En 2020, l'organisation est intervenue dans 46 pays à travers la mise en place de 820 projets autour des secteurs de la santé (incluant la nutrition et la santé mentale), de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, de la réduction des risques de catastrophe et du plaidoyer. Grâce au travail de ces 8300 employés et en collaboration avec ses partenaires, ce sont 25 millions de personnes qui ont bénéficié en 2020 de ses programmes.

Objectifs

Son objectif est de combattre le fléau de la faim sur tous les fronts en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la malnutrition et à ses conséquences : par des opérations d'urgence, pour subvenir aux besoins vitaux des populations les plus vulnérables, et par des programmes de post-crise et de développement afin de favoriser l'autonomie des populations. En intégrant ses programmes dans les systèmes locaux et nationaux, et par le biais du plaidoyer et de la recherche, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

Changements à signaler

Entre 2017 et 2020, de nouveaux bureaux ont été créés, notamment en Allemagne, en Italie et en Inde.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans les pays dans lesquelles elle intervient, l'organisation collabore de manière étroite avec différentes agences des Nations Unies liées à l'activité humanitaire (OCHA, Unicef, PAM, HCR, FAO, etc.) que ce soit via la définition et la mise en œuvre de réponses opérationnelles pour des

populations vulnérables ou via la participation au système de coordination humanitaire (cluster, HCT, etc.) : distributions alimentaires ou de transferts monétaires; réalisation d'enquêtes SMART et des projets de fournitures d'eau potable; réalisation de projets de soutien aux agriculteurs; projets d'assistance dans les camps de réfugiés avec le HCR.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Action contre la Faim participe régulièrement à des discussions formelles ou informelles lors de la semaine protection des Nations Unies, du segment humanitaire d'ECOSOC, de l'assemblée générale des Nations Unies, et dans le cadre de travaux du Conseil de sécurité. L'organisation a participé aux consultations annuelles du Programme Alimentaire Mondial (PAM) / ONG de 2017 à 2020. De même, en lien avec l'OMS, l'organisation a participé à l'Assemblée Mondiale de la Santé en mai 2019 pour porter des messages sur l'importance d'une Couverture Santé Universelle.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Action contre la Faim participe de façon régulière aux travaux des Cluster Globaux dans les domaines de la Nutrition, de la Santé, de l'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH), de la sécurité alimentaire, ainsi que de la Logistique.

L'organisation est un membre actif du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) et participe aux négociations internationales afférentes.

L'organisation participe à certains travaux du Comité permanent inter-organisations (IASC): Groupe de Travail 3 (RG3) lié au plaidoyer collectif; celui rassemblant les Directeurs des Urgences (EDG) depuis février 2019; celui sur la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence.

Action contre la Faim est un membre actif du mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) dans plusieurs pays et à l'échelle globale, dont le secrétariat est abrité par l'UNOPS.

Action Contre la Faim fait partie de la Global Coalition for Social Protection Floors et participe de ce fait à des discussions formelles ou informelles avec l'Organisation Internationale du Travail et a pris la parole lors de la dernière Conférence Internationale du Travail (2021). Action Contre la

Faim est en lien avec le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits Humains et assiste aux Conseils des Droits de l'Homme.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

L'organisation contribue notamment à l'atteinte des ODD2, ODD3, OOD5 et ODD6 en menant des programmes dans les pays dans lesquels elle intervient. Action contre la Faim mène des actions de plaidoyer ainsi que de sensibilisation auprès du grand public chaque année pour célébrer plusieurs journées mondiales : la Journée mondiale de l'Alimentation pour l'ODD2 ; la Journée mondiale de l'eau et la Journée mondiale des toilettes pour l'ODD6.

2. Action pour la promotion du développement

Statut consultatif spécial : 2017

Introduction

Action pour la promotion du développement (APRODEV) vise à contribuer au travail de l'ONU en favorisant la réalisation des objectifs de développement durable.

Objectifs

APRODEV vise à promouvoir le bien-être des populations du monde. Les objectifs spécifiques comprennent :

- lutter contre les maladies courantes et les grands fléaux (VIH-SIDA et autres pandémies) ;
- développer des pratiques de gestion durable de notre environnement ;
- Promouvoir les droits humains et l'égalité sociale ;
- Assurer la sécurité alimentaire pour tous.
- Sensibiliser les populations sur les règles d'Ethique et de bonnes mœurs ;
- Informer, Éduquer et Communiquer sur les compétences de vie ;
- Combattre la dépravation morale ; et
- Contribuer à la recherche dans le domaine spirituel.

Changements à signaler

APRODEV-ONGD a pu élargir son rayon d'action vers les communautés et localités reculées et très enclavées dans la partie nord-ouest de la République Démocratique du Congo où les agences et bureaux des Nations Unies ne sont pas implantés.

Contribution à des activités des Nations Unies

APRODEV-ONGD a participé au renforcement de la visibilité des activités des Nations Unies surtout dans les milieux où l'organisation est méconnue.

Aussi APRODEV-ONGD a largement informé et sensibilisé une grande partie des associations

nationales et locales en République Démocratique du Congo et en République du Congo sur la possibilité pour elles de travailler avec le système des Nations Unies notamment par le département des ONG.

L'APRODEV-ONGD a aidé à relayer les informations pertinentes sur le travail des Nations Unies auprès des communautés et à les sensibiliser à des questions telles que les directives de l'OMS sur la prophylaxie du COVID-19 ainsi que d'autres catastrophes vécues par notre planète.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

APRODEV-ONGD a participé à plusieurs réunions planifiées en ligne par les différents organes des Nations Unies. A cette occasion, elle a pu donner ses inputs contextualisés dans les thématiques traitées.

Cependant, compte tenu de plusieurs contraintes, elle n'a pas pu participer aux réunions en présentielle.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Etant à ses premières expériences, APRODEV-ONGD est encore au stade des contacts administratifs et physiques avec les agences et bureaux nationaux ou locaux du système des Nations Unies. Toutefois, des progrès sont observés avec certains organes auxquels elle a pu obtenir l'adhésion.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Ces dernières années, APRODEV-ONGD a plus travaillé avec les groupes vulnérables dans la sensibilisation pour la mise en œuvre des ODD, essentiellement les personnes vivant avec handicap, les migrants, les communautés locales et peuples autochtones, les déplacés de guerre interne en République Démocratique du Congo.

3. Action Secours Ambulance (ASA)

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Action Secours Ambulance (A.S.A) est une organisation à but non lucratif de développement et, humanitaire identifié au NIF : 000-560-859- 1 et pour ses activités dans le domaine de la santé, l'éducation, Droits des Femmes et des Enfants, Prévention et Réduction des Risques de Catastrophes. Sociale, Réponse Humanitaire, des Changement Climatiques et de la protection de l'environnement et fait partie du partenariat Mondiale de la Lutte contre la Tuberculose STOPTB PARTNERSHIP et du programme de Lutte contre le Sida (AIDS/HIV) et La Malaria. En tant qu'élément de ses actions, il intervient également dans les cas de désastres naturels tels que des inondations, tremblements de terre et autres aléas en vue de secourir la population. Action Secours Ambulance (A.S.A) fait aussi partie du Réseau Mondiale des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Risques de Catastrophe (GNDR) et en est le représentant National pour Haïti. Action Secours Ambulance (A.S.A) à également adhéré au code de la conduite de l'IFRC et aussi a obtenu le Statut Consultatif auprès des Nations Unies (UN ECOSOC). Action Secours Ambulance (A.S.A) est une organisation ouverte et préparée pour avoir la coopération et pour recevoir l'aide d'organisations et entités publiques que privées qui veulent agir pour atteindre les OMDs et SDGs et pour une action sérieuse en vue du développement d'Haïti. Action: Santé, Environnement, Relèvement, Diminution des Risques de Catastrophes, Réponse d'Urgence, Droits des Femmes et des Enfants, Changement Climatique, Sociale. Secours: Prévention/réduction - état de préparation/réponse - réadaptation/reconstruction / Relèvement Immédiat Ambulance: Opération de service d'ambulance - Premiers soins

Objectifs

Pour fournir l'appui à l'identification indéniable de l'importance de la vie en empêchant et en soulageant toute action sérieuse contre l'individu ; pour favoriser la protection de l'environnement, l'amélioration de la santé et le bien-être des personnes indépendamment de la couleur, du genre,

de classe ou de la foi n'importe où en Haïti et dans le monde. VISION: Pour agir afin de couvrir le territoire national et porter nos valeurs dans les Caraïbes et dans toute l'Amérique et le monde en les partageant avec d'autres organismes ayant la même mission.

Changements à signaler

Au niveau de l'organisation 2 personnalités sont agréées de prendre des décisions et de signer les documents de l'organisation: Le Président du Conseil d'Administration: Monsieur Jean-Marie Jean Baptiste Le Directeur Exécutif: Monsieur Getro Mathieu. Le Directeur Exécutif effectue la liaison d'avec le système des Nations Unies et les entités publiques et Privées.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre des activités de l'ONU, l'organisation a participé au Dialogue de Haut Niveau sur la Politique. Pour le suivi du Forum de Haut Niveau pour la Politique nous avons participé à la stratégie de mobilisation à l'Éradication de la Pauvreté. UNODC- L'organisation s'engage auprès de l'UNODC pour les politiques et les stratégies de lutte contre la drogue, la corruption, la criminalité environnementale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2017-2020 - (GFMD) Global Forum for Migration and Development in Berlin

UNISDR - Global Platform for Disaster Risk Reduction in Cancun

“El Nexo de Agua, Energía y Alimentación en la Región”

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Cooperation with UNOCHA and UNDP in Haiti in UNHCT.

Cooperation with UNISDR for Regional review process.

Humanitarian response Plan 2017/2018

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Conversation about local, national and industrial technology roadmaps for the SDGs.

-HRC meeting on 2030 Agenda: Pursuant to resolution 37/24, the first Human Rights Council intercessional meeting for dialogue and cooperation on human rights and the 2030.

4. Action Sécurité Ethique Républicaines

Statut consultatif spécial : 2017

Introduction

ASER poursuit son travail pour la suspension des transferts d'armes vers les pays qui violent le droit international dont le traité sur le commerce des armes (TCA).

Objectifs

L'association a pour objet : • La promotion du respect des droits de l'Homme dans l'action de la force publique, • La surveillance des acquisitions, des exportations, du commerce et de l'utilisation des matériels à usage militaires, de police et de sécurité au regard respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, • Action pour le respect des engagements internationaux souscrits par les Etats dans le domaine du commerce des armes, • L'information et la sensibilisation de la société sur le respect des droits de l'Homme dans le champ de la force publique, • La défense, le soutien et le conseil aux victimes de violations des droits de l'Homme commises par la force publique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Participations aux conférences des Etats parties au traité sur le commerce des armes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Conférences des Etats parties au traité sur le commerce des armes

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Production d'analyses pour les conférences des Etats parties au traité sur le commerce des armes

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Sensibilisation par le biais de participation aux conférences sur le respect des droits de l'Homme dans le domaine des transferts et utilisation des armes.

5. Bar Association for International Governmental Organizations, Inc.

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

BAIGO poursuit ses objectifs d'appuyer, protéger, promouvoir et fournir une aide juridique aux fonctionnaires internationaux des organismes inter-gouvernementaux, ainsi qu'aux ONG désirant intervenir ou oeuvrer au statut d'observateur lors de délibérations des organismes intergouvernementaux.

Objectifs

- a) Recruter des juristes et membres de Barreaux nationaux pour assister dans les objectifs de BAIGO;
- b) Former les juristes et avocats au corpus juridique applicable aux délibérations des organisations internationales, de ses instances consultatives et de ses tribunaux administratifs et pénal;
- c) Offrir des services de consultation juridique aux fonctionnaires internationaux dans la protection et défense de leurs droits et de leur statut juridique;
- d) combler le manque de conseillers juridiques et de conseils pour assister et conseiller les fonctionnaires internationaux dans leurs droits et statut;
- e) offrir des services de consultation juridique aux ONG désireuses d'obtenir un statut consultatif ou d'observateurs auprès des organisations intergouvernementales

Changements à signaler

Pas de changement à signaler. Les activités ont été restreintes en raison de la pandémie de Covid.

Contribution à des activités des Nations Unies

- a) Consultations juridiques offertes auprès de plus de 400 fonctionnaires d'organisations internationales ;
- b) Vacation auprès des Tribunaux d'organisations intergouvernementales dans plus de 120 causes

- impliquant des questions de droit, et de statut juridique des fonctionnaires internationaux ;
- c) Consultations juridiques offertes aux Syndicats de fonctionnaires internationaux pour la défense des droits de la fonction publique internationale ; et
- d) Consultations aux ONG désireuses d'obtenir statut consultatif.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 2017 ECOSOC Partnership Forum “Partnerships for promoting opportunities, increased prosperity and sustainable development for all”
- 2018 ECOSOC theme “From global to local: supporting sustainable and resilient societies in urban and rural communities.”
- 2019 ECOSOC THEME: Empowering people and ensuring inclusiveness and equality".
- 2020 ECOSOC THEME: Accelerated action and transformative pathways: realizing the decade of action and delivery for sustainable development "
- Prestations et contributions aux réunions annuelles de la UN Alliance of civilisations (UAOC)
- Participation aux réunions de la Commission de l'ECOSOC pour la coopération fiscale internationale.
- Participation aux travaux de UN Financing for Sustainable Development
- Participation aux Forums annuels d'ONG ayant statut consultatif

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Participation aux travaux de l'ECOSOC
- Participation aux Assemblées générales annuelles de l'ONU
- Participation aux travaux de UNAOC
- Participation aux travaux du UN Internal Justice Council et présentation de mémoires et recommandations
- Participation aux travaux de la Commission de coopération fiscale internationale
- Préparation de cours de formation pour UNITAR
- Appui aux ONGs dans la préparation de leurs mémoires aux instances de l'ONU

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Conseils et appuis à diverses ONG ayant statut consultatif pour la préparation de leurs interventions, présentations et mémoires aux instances de l'ONU et lors de UN Development Fairs de l'ECOSOC.

6. Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies, créé en 1948, regroupe une centaine d'ONG pour la Liaison et l'Information des Nations Unies. « L'action de notre comité s'aligne parfaitement avec la philosophie et la politique actuelle des Nations Unies ».

Objectifs

- Diffuser la pensée et les travaux de l'ONU et de ses Institutions Spécialisées ; et
- Faire connaître les besoins des peuples et apporter des suggestions à l'ONU.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Janvier 2017 - Groupe de travail « Education et Droits de l'enfant » pour préparer un courrier dans le cadre de l'ONU pour inciter les pays, les U.S.A en particulier, à ratifier la Convention Internationale des droits de l'Enfant.

6 et 7 mars 2017 - Colloque : Le défi de l'émergence de l'Afrique de l'ouest – Politiques publiques et régulation pour favoriser l'investissement.

24 janvier 2018 – Etude du Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur le repositionnement du système de développement de l'ONU pour soutenir le programme 2030. 14 novembre 2018. Echange et propositions avec la Défenseure des enfants sur la Protection et la Défense De leurs Droits.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

22 mars 2017 – Journée mondiale de l'Eau. 27 juin 2017- AG de l'Association Française des Nations Unies. 27 -29 septembre 2017 – Madrid -5ème Forum mondial du Comité Mondial pour les apprentissages tout au long de la vie.

24 octobre 2017 – UNRSCO – Journée des Nations Unies autour de 5 ateliers : Paix – Planète – Peuples – Prospérité – Partenariat. 10 décembre 2018 – Institut des Relations Internationales débat sur le : Pacte mondial sur les migrations (PMM).

13 et 14 décembre 2018 – 13ème colloque international du Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme sur : 70 ans après la Déclaration des Droits de l'Homme : les fondements des Droits de l'Homme au défi des nouvelles technologies.

26 mars 2019 – Université Paris 2 – Conférence/Débats sur : Le Conseil de Sécurité dans un Monde en miettes – débat dirigé par S.E Jean Marc de La Sablière, ancien représentant de la France aux Nations Unies

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

17 mars 2017 – Université Diderot - UNESCO – cycle de conférences sur le thème « Santé sexuelle à l'hôpital » - 30 mars 2017 – UNESCO et UNHCR - semaine d'apprentissage mobile – 20 avril 2017- Rapport « Maltraitance des personnes âgées en France – Propositions » rédigé par le Comité adressé à ECOSOC.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

26 Janvier 2017- Groupe de travail « Du bon usage des médias numériques dans les pratiques éducatives – un défi pour l'éducation formelle et non formelle à la citoyenneté démocratiques et la participation ».

6 février 2017 – AFD – Groupe de travail : « Mettre fin aux mutilations sexuelles féminines : je défi commun du Nord et du Sud ».

8 mars 2017 – journée de la Femme.

26 mars 2017- Coopération Féminine – Colloque : « Parents/Enfants – défi et Avenir ».

4-5 septembre 2017 – Forum mondial organisé par Convergences : « Ensemble, innovons pour un monde Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ».

25 novembre 2017 – Colloque de l'Association Française des Femmes Médecins : « Les enfances à risques ».

20-22 mars 2019 – Paris-Sommet Mondial Citoyen : « Comment construire une solidarité mondiale au service de l'humanité. Dans le cadre de ce sommet un colloque interactif organisé et présidé par le Comité sur le thème : « Lieux de pouvoir et domaines d'action/La place des ONG dans la Démocratie Participative.

11 et 13 novembre 2019 – Participation au Forum Mondial de la Paix.

Informations annexes :

25 avril 2018 – Anzac Day au mémorial de Villers-Bretonneux dans la Somme.

Commémorant le centenaire de la libération , en présence des Premiers Ministres australiens et français..

30 septembre 2020 – Visioconférence Cercle des Economistes : Theme 'Bien vieillir et solutions novatrices . Propositions de partenariat social et sociétal avec les ONG du Comité Français ONG-ONU.

7. Femmes Autochtones du Québec, Inc./ Quebec Native Women, Inc.

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Femmes Autochtones du Québec (FAQ) est une organisation bilingue sans but lucratif fondée en 1974. FAQ représente des femmes autochtones issues des dix (10) Premières Nations du Québec ainsi que celles vivant en milieu urbain. Depuis plus de 47 ans, FAQ contribue au rétablissement de l'équilibre entre les femmes et les hommes, notamment dans les domaines suivants : la santé, la jeunesse, la justice et la sécurité publique, la promotion de la non-violence, etc. Dans ce contexte, nous jouons un rôle dans l'éducation, la sensibilisation et la recherche, et nous offrons une structure permettant aux femmes d'être actives dans leur communauté.

Objectifs

La mission de FAQ consiste à défendre les droits humains des femmes autochtones et de leurs familles, à la fois sur le plan individuel et collectif. L'objectif est qu'elles soient traitées sans discrimination et de manière égalitaire comparativement à leurs consoeurs allochtones et aux hommes autochtones et allochtones. FAQ fait valoir les besoins et priorités de ses membres auprès des gouvernements fédéral et provincial, de la société civile et des décideurs dans tous les domaines d'activités ayant un impact sur les droits des personnes autochtones. Notre organisation fait également de la sensibilisation et de la formations à des Autochtones et des Allochtones quant aux enjeux propres aux femmes et aux filles autochtones.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En participant aux forums de l'ONU décrits dans le prochain chapitre, FAQ a participé aux travaux de l'ONU et à l'accomplissement du plan de développement de l'ECOSOC. De plus, nous

avons continué de promouvoir les droits des femmes et des filles autochtones au Québec et de les représenter. Au début de l'année 2019, FAQ a notamment transmis à l'ONU une soumission pour le rapport intitulé « Action menée aux fins de la mise en œuvre de la DNUDPA : reconnaissance, réparation et réconciliation ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentantes de FAQ ont assisté à la 16e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, sur le thème du Dixième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones : les mesures prises pour mettre en œuvre la déclaration, qui a eu lieu du 24 avril au 5 mai 2017, New York.

Les représentantes de FAQ ont assisté à la 17e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, sur le thème des droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, leurs territoires et leurs ressources, qui a eu lieu du 16 au 27 avril 2018, New York. Les représentantes de FAQ ont participé à la Commission pour la condition de la femme sur le thème des systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles à New York, du 11 au 22 mars 2019.

Les représentantes de FAQ ont assisté à la 18e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, sur le thème de la connaissance traditionnelle : développement, transmission et protection, qui a eu lieu du 22 avril au 3 mai 2019, New York. Les représentantes de FAQ ont participé à la 12e session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, sur le thème des efforts de mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : reconnaissance, réparation et réconciliation, du 15 au 19 juillet 2019, Genève, Suisse.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

FAQ a coopéré avec des organes des Nations Unies en lien avec le chapitre précédent et a également participé à plusieurs rencontres avec le Conseil collégial du Réseau continental des

Femmes autochtones des Amériques (ECMIA), dont celle en février 2018 en Colombie et celle, octobre 2018.

Notre organisation a également rencontré des acteurs clés de l'ONU en ce qui concerne les enjeux des peuples autochtones :

Avril 2018 : rencontre avec Victoria Tauli Corpuz, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones;

Mars 2019 : rencontre la conseillère spéciale sur les enjeux autochtones à la Mission permanente du Canada auprès de l'ONU.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Les activités de notre organisation ne se sont pas focalisées sur l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, mais plutôt sur le soutien au programme de développement plus général à travers la sensibilisation, la mobilisation et la promotion.

8. Fondation Nehemie

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

La Fondation Néhémie est une Organisation Non Gouvernementale de Développement basée en République Démocratique du Congo. Avec les activités focalisés sur le bien-être social et le développement.

Objectifs

Nos objectifs sont focalisés sur : la lutte contre la pauvreté, la sous-alimentation et la promotion du bien-être social avec comme moyen d'action :

- La promotion de la pêche et l'agropastoral pour l'autosuffisance alimentaire et la sécurité alimentaire;
- La sensibilisation de communautés de base pour l'auto prise en charge par des petites activités au niveau locale.

Changements à signaler

Avec la pandémie de COVID 19, il n'y a pas eu des changements significatifs intervenus dans l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nous avons participé à quelques discussions en ligne seulement. Nous avons par contre participé sur le plan local à quelques activités de sensibilisation contre la Penderie du COVID 19 en prêchant l'application des gestes barrières et mesure de protection individuelle et collective.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons participé à quelques discussions en ligne seulement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous n'avons pas eu une coopération formelle avec d'autres organes de l'ONU pendant ces dernières années.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

La situation de la Covid 19 a anéanti plusieurs activités et initiative sur terrain et cette situation continue avec des effets à longue durée. Nous sommes buttés à des énormes difficultés financières pour relancer l'activité agropastorale et nous continuons la recherche des partenaires pour nous assister à relancer nos activités. Nous cherchons aussi des partenaires pour entamer les activités de la pêche industrielle sur les rivières poissonneuses. Toutes les provinces de la république ont une rivière très poissonneuse pouvant répondre au besoin alimentaire de la population.

Voilà brièvement la situation que la Fondation Néhémie traverse ces dernières années et comptons sur l'appui des partenaires pour parvenir à réaliser nos objectifs

9. Fondation Surgir

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Créé en 2001, la Fondation Surgir lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles et particulièrement contre les crimes d'honneur. Basée à Lausanne et établie selon les articles 80 et suivants du Code civil, la fondation Surgir est reconnue d'utilité publique.

Objectifs

L'objectif principal de la Fondation Surgir est de lutter contre toutes les formes de violences basées sur le genre à travers 4 domaines d'intervention: la protection, l'information, le renforcement des capacités et la reconstruction.

Protection

La protection des femmes et des jeunes filles contre les violences basées sur le genre et les discriminations constituent la mission prioritaire de Surgir. Nous pensons qu'il est essentiel de permettre un meilleur accès aux services de protection, tels que les services juridiques et sociaux, les services d'urgence composés d'une Hotline disponible 24H sur 24H où des professionnels répondent aux victimes en toute confidentialité, et en mettant à disposition des femmes des Centres d'accueil où elles peuvent être en sécurité.

Information

Surgir met en place des campagnes de sensibilisation sur les thèmes des violences basées sur le genre, du harcèlement sexuel à l'école, de l'égalité des genres et d'autres thématiques similaires, à l'attention non seulement des femmes - étant les victimes les plus touchées - mais également des hommes, des familles et des communautés locales. La lutte contre les violences basées sur le genre passe par un changement des comportements et des mentalités.

Formation

Tout un travail sur la thématique de l'égalité de genre, la déconstruction des masculinités et de la place de la femme dans la société est mené sur le terrain. Nos partenaires forment des agents de

l'État, des organisations de la société civiles, des travailleurs sociaux à mieux appréhender les questions de genre et à prévenir les violences basées sur le genre.

Reconstruction

Il est primordial que les femmes victimes de violences basées sur le genre puissent trouver protection et assistance, mais également redevenir actrices de leur propre vie, reprendre confiance en elles, et se reconstruire. Surgir permet aux femmes qui le souhaitent de s'adresser à professionnels pour un accompagnement juridique et psychosocial. Lorsque la sécurité ne peut pas être assurée dans leur pays d'origine, que leur vie est en danger et qu'il n'existe plus aucune solution, Surgir accompagne des personnes se trouvant dans des situations d'extrêmes urgences pour l'obtention d'un visa humanitaire pour la Suisse, afin de pouvoir se reconstruire dans un autre pays.

Changements à signaler

Nous avons eu un changement de direction la suite du départ à la retraite de la fondatrice. Nous avons également renouvelé le Conseil de Fondation, opéré des changements en termes de gouvernance interne et revu nos mécanismes de contrôle interne. Nous avons élaboré une stratégie sur 2022 -2025 dans laquelle nous projetons de renforcer nos contributions aux activités de l'ONU.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nous n'avons pas pu contribuer autant que nous l'aurions souhaité. En effet, nous avons beaucoup focalisé nos forces sur les changements de gouvernance interne, de plus, le Covid a légèrement réduit nos activités.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Peace Talks, Palestine UN Committee, Virtual events

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous avons collaboré avec l'OHCHR, particulièrement avec M. Baseer Naweed.

- Participation à une conférence organisée par Surgir à Genève en septembre 2020 sur les crimes d'honneur
- Collaboration sur la protection de cas de crimes d'honneur au Pakistan.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Par l'intermédiaire de nos programmes en suisse et à l'étranger, nous contribuons à deux objectifs de développement durable:

ODD 5: égalité entre les sexes. En Jordanie, en Palestine et à Jérusalem Est, nous avons mis en place des programmes de lutte contre les discriminations, de protection contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre. Nous intervenons également dans les écoles pour prévenir les violences dès le plus jeune âge grâce à des séances de sensibilisation et d'éducation sexuelle.

ODD 16: Paix, justice et institutions efficaces

A Jérusalem, notre programme contribue à la réduction des discriminations institutionnelles particulièrement en favorisant l'accès à la justice et à la protection des femmes victimes de violences sexuelles issues de la communauté arabe.

10. Groupe d'économie solidaire du Québec

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Le Groupe d'économie solidaire du Québec est une association personnifiée engagée dans la promotion et le soutien de l'économie sociale et solidaire, le développement de réseaux de soutien et la recherche sur la coopération solidaire. Le GESQ est aussi un réseau de réflexion critique sur le développement de l'économie sociale et solidaire au Québec.

Objectifs

1. Promouvoir et soutenir le développement de réseaux d'entreprises et d'associations sur la base de la rentabilité économique et sociale de la solidarité;
2. Organiser des activités, des événements, des rencontres et des travaux de recherche sur l'économie sociale et solidaire;
3. Réaliser et publier des études, documents et ouvrages de nature à promouvoir l'économie sociale et solidaire;
4. Solliciter et recevoir des subventions, des souscriptions ou des ressources financières ou autres et les gérer en fonction de la poursuite de ces objets.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le GESQ a publié en 2018 un ouvrage sur le projet d'économie sociale et solidaire en agroalimentaire dans les régions de Labrousse et Rivière-Froide en Haïti. Ce projet s'inscrit dans les objectifs du millénaire de l'ONU notamment "éliminer l'extrême pauvreté; promouvoir l'égalité des sexes et l'autodétermination des femmes; préserver l'environnement.

Le GESQ travaille à établir des partenariats de recherche Nord-Sud dans une perspective de

décolonisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous n'avons pas eu les moyens de participer depuis 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Le GESQ a organisé en collaboration avec ITECA une Université populaire à Port-au-Prince en 2018 afin de partager les résultats de la recherche réalisée sur le projet d'économie sociale et solidaire en agroalimentaire Québec-Haïti.

11. Horizon d'échange et de lutte contre la pauvreté

Statut consultatif spécial : 2017

Introduction

Horizon d'Echange et de Lutte contre la Pauvreté (HELP) est reconnu comme un service public qui lutte contre la pauvreté, les inégalités, les injustices sociales et les droits humains au Sénégal.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont de : (i) Lutter contre l'extrême pauvreté et la faim ; (ii) assurer la durabilité environnementale ; (iii) assurer le respect et la protection des droits de l'homme ; et (iv) aider les populations défavorisées par la participation active des bénéficiaires eux-mêmes.

Changements à signaler

La crise sanitaire du COVID-19 a poussé l'organisation à étendre sa couverture géographique au-delà du Sénégal. Elle a donc changé son nom en ONG HELP AFRIQUE en avril 2021, tel qu'approuvé par le ministère de l'Intérieur du Sénégal.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à l'examen périodique universel en novembre 2018 en entreprenant des enquêtes de terrain, des enquêtes et des recherches sur la mise en œuvre des engagements du Sénégal sur les ODD. L'ONG s'est concentrée sur les domaines suivants : (1). l'Enfant; (2). lutter contre la pauvreté; (3). la protection des droits de l'homme par les instances publiques de décision ; et (4). appui à la Commission sénégalaise des droits de l'homme –INDH

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En raison du rejet de demandes de visa à plusieurs reprises, l'ONG n'a pas pu participer à diverses réunions, à l'exception des suivantes :

- le 8e Forum international des ONG partenaires de l'UNESCO au siège de l'UNESCO à Paris les

7 et 8 décembre 2017 sur le thème du changement climatique ;

- la Conférence de haut niveau sur « De la COP21 à la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) » au Siège de l'UNESCO à Paris les 10 et 11 septembre 2018 ;

- le 11e Forum des ONG partenaires de l'UNESCO du 16 au 17 décembre 2019 à Paris.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ONG met en œuvre un projet appelé SEN'MUN en collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies (UNIC) à Dakar pour réunir l'UNIC et l'Association sénégalaise pour les Nations Unies (ASNU) autour d'un programme académique destiné aux étudiants sur les relations internationales et le travail de l'ONU.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Au cours de cette période, l'ONG s'est concentrée sur les ODD suivants :

- ODD 1, 2 et 5 : pour améliorer les conditions de vie des femmes en milieu rural, il a dispensé une formation de formateurs sur les activités génératrices de revenus à plus de 4 000 femmes. Il a également fourni de la nourriture à plus de 5 000 familles défavorisées en 2020 ;

- ODD 3 : en 2019, l'ONG a mis en place un projet Solidarité Santé pour les femmes vivant avec un cancer du sein, pour plus de 1 706 femmes. En 2020, l'ONG a entrepris une campagne de sensibilisation sur les mesures sanitaires pour mieux faire face au COVID-19 ;

- ODD 16 : l'ONG a mis en place un projet intitulé « En route vers la dépénalisation de l'homosexualité au Sénégal d'ici 2030 » pour lutter contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

12. Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Le collectif des Femmes Africaines du Hainaut est un groupement des femmes issues de l'immigration subsaharienne dont l'objectif est de favoriser leurs implications et leurs participations au développement de leur terre d'accueil et de leurs pays d'origine. Sortir ces femmes afrodescendantes de l'isolement lié à la migration, combattre le racisme et la discrimination dont elles font face Grâce à notre agrément ECOSOC, nous avons pu mener des plaidoyers auprès des autorités publique, construire des réseaux au niveau national et international. Nous avons participé à plusieurs réunions au conseil des droits de l'homme, à la commission sur les conditions de la femme, à la réunion concernant la décennie des afrodescendants.

Objectifs

Favoriser et valoriser l'implication de la femme dans le développement par les activités et plaidoyer visant l'égalité de genre et de race, l'autonomisation des femmes dans un contexte migratoire

Changements à signaler

Nous n'avons pas eu de grand changement sauf celui lié à la difficulté de travail du au coronavirus. Plusieurs réunions sont annulées.

Contribution à des activités des Nations Unies

Participation au Dialogue de Haut Niveau sur les migrations internationales et le développement à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, 3-4 Octobre 2013 07/03/2014: Organisation d'un Side événement en marge de la 25ème session de conseil des Droits de l'Homme (Palais de Nations) 27ème session du conseil des droits de l'Homme, Side événement (15/09/2014) Forum CSW des ONG Beijing+20 à Genève: du 2 au 5/11/2014 CEDAW - Convention on the Elimination of All Forms

of Discrimination against Women (24/10/2016 CSW58 Siège des Nations Unies à New York 10-21/03/2014 (Side event) 31/10/2014: Participation écrite au CSW59 Participation à la soixante et unième session de la Commission de la condition de la femme (CSW61) a lieu au siège des Nations Unies à New York du 13 au 24 mars 2017.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Groupe de Travail d'Experts des Nations Unies sur les Personnes d'Ascendance africaine (GTEPAA ou WGEPAD) effectue une visite d'enquête en Belgique du 4 au 11 février 2019. La visite du Groupe de travail en Belgique se fait à l'invitation du gouvernement. La visite comprend une réunion avec des responsables gouvernementaux, des institutions nationales et la société civile en Belgique. Nous avons pris part e tant que société civile.

Nous avons participé à la Réunion régionale pour l'Afrique pour la décennie internationale des personnes d'ascendance africaine organisé par le HCDH le 25 August 2019 à l'ONU Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Forum Mondial Migration et Développement (FMMD): Nous participons aux travaux préparatoires du FMMD ainsi qu'aux plénières annuellement.

Le Groupe de Travail d'Experts des Nations Unies sur les Personnes d'Ascendance africaine (GTEPAA ou WGEPAD) effectue une visite d'enquête en Belgique du 4 au 11 février 2019. La visite du Groupe de travail en Belgique se fait à l'invitation du gouvernement. La visite comprend une réunion avec des responsables gouvernementaux, des institutions nationales et la société civile en Belgique. Nous avons pris part e tant que société civile.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Nous avons plusieurs activités sur le terrain visant à la lutte contre le racisme, l'égalité homme/femme et l'autonomisation de la femme - Le Mentorat (Projet visant l'accès des femmes migrantes aux postes de décision) - l'identité plurielle (projet visant la lutte contre le racisme) - le festival agriculture - conférence international au parlement européen en partenariat avec le siège de

l'ONU Femme de Bruxelles le 20 Novembre 2014 sur la carrefour des agendas internationaux concernant la femme migrante.

13. Mouvement de la Paix

Statut consultatif spécial : 2017

Introduction

Le Mouvement de la Paix, association d'éducation populaire, agit pour la paix, le désarmement, la prévention des conflits, l'Education à la Culture de la Paix et pour le développement durable dans le respect de la Charte des Nations Unies et en appui à l'action des institutions de l'ONU.

Objectifs

-Participer à la construction de la paix et de la sécurité nationale et internationale, à la prévention des conflits, à l'amitié entre les peuples en agissant et influant sur les causes qui sont à l'origine des guerres et des violences en particulier dans les domaines économiques et sociaux.

- Proposer des initiatives rassemblant tous les citoyens sans distinction de croyances ou d'opinions, en s'appuyant sur les textes fondamentaux des Nations Unies :

- La culture de la Paix et non-violence (ONU – UNESCO) et l'éducation à la Paix,
- Les Objectifs de Développement Durable,
- Les résolutions sur le climat et le désarmement et les travaux du GIEC
- La résolution 70/299 adoptée en 2016 et relative à l'agenda du développement durable pour 2030

Méthodes : Associer et faire intervenir l'opinion publique à travers 120 comités locaux répartis en France, en animant un collectif national « En marche pour la Paix » constitué de 200 organisations, en publiant chaque mois le mensuel « Planète Paix », et en informant chaque mois à travers notre newsletter « Infos-paix » 50 000 personnes, les élus locaux et parlementaires

Changements à signaler

La pandémie covid 19 nous a conduit à multiplier les visio-conférences à portée nationales et internationales, à nous associer aux actions en faveur d'une réponse multilatérale et solidaire à la pandémie du COVID 19 incluant la communauté scientifique

Contribution à des activités des Nations Unies

Participation et contribution au succès des journées internationales de l'ONU :

8 mars : Journée internationale des femmes

21 mars : journée contre le racisme

16 mai : Journée internationale du vivre ensemble en Paix

21 septembre : la journée internationale de la Paix

26 septembre : journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires

24 au 30 octobre : Semaine du désarmement des Nations Unies

10 novembre : Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement

20 novembre : journée des droits de l'enfant

10 décembre : journée internationale des droits de l'homme 18 décembre : journée internationale des migrants

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Délégation du Mouvement de la Paix à l'ONU : présence de notre ONG aux conférences préparatoires du TNP (prepcom de 2017, 2018, 2019) en vue de la conférence générale de 2020 reportée en aout 2022
- Conférence ONU Genève : Youth Forum organisé par Mayors for Peace en avril 2018
- 17 avril 2018 : Présence à la conférence « Convergence des consciences » organisée par l'AIODD : Alliance Internationale des Objectifs de Développement Durable
- 4 juin 2019 : Participation à la conférence « Oser le nouveau paradigme de Paix : de la vision à la réalisation (AIODD)

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Conférences générales de l'UNESCO (2017, 2019) : participation au forum UNESCO de Tunis le 28 février 2018, édition d'un livre « robots et drones pour la Paix en 2022 »

La participation à toutes les assemblées générales de l'UNESCO du Mouvement de la Paix se fait

en partenariat avec l'AIEP: Association internationale des Educateurs à la Paix.

Réflexions et actions pour l'éducation à la Culture de la Paix et de la non violence.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

- 5 février 2020 : séminaire A l'ONU de Genève : Réaliser ensemble une Paix durable, intérieure et extérieure

Ce séminaire a été proposé en Co-organisation avec l'OMAEP : Organisation mondiale pour l'éducation prénatale, l'UNESU Union des Nations pour l'Enseignement, la science Universelle et les Droits de l'Homme et l'ONG Paix et Bienveillance en Action. Avec la participation de Jai Jagat Genève, le Bureau International de la Paix, Heartfulness, et Better We Better World

- Travail en partenariat avec Jai Jagat Genève

- Préparation d'un séminaire économie et Paix

- Participation aux conférences d'examen du TNP à Vienne en juin 2022, conférence des Etats parties au Traité d'Interdiction des Armes nucléaires (TIAN) en partenariat avec des organisations titulaires du prix Nobel de la Paix ICAN : International Campaign for nuclear abolition, PUGWASH, Pugwash Conferences on Science and World Affairs , Bureau international de la Paix.

14. Organisation Constellée pour le Développement Economique et Social de la Commune des Gonaïves

Statut consultatif spécial : 2017

Introduction

Organisation Constellée pour le Développement Economique et Social de la Commune des Gonaïves (OCDESCG) est une organisation évoluant dans la commune des Gonaïves, Haïti. Cette organisation travaille dans le domaine socio-économique dans la commune en investissant des projets sociaux utiles à la population.

Objectifs

L'Organisation a pour objectif principal le développement économique et social de la commune des Gonaïves, la défense et la promotion de ses potentiels économiques.

Changements à signaler

Pendant ces dernières années, il n'y a pas de changements importants intervenus dans l'organisation. Nous continuons à œuvrer dans le but d'atteindre nos différents objectifs fixés en dépit de nos difficultés financières.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pour notre contribution aux activités de l'ONU, nous continuons à faire la promotion des idéaux de l'ONU à travers nos différentes rencontres, nous avons assistés, souvent, par visioconférence certaines activités de l'ONU quand nous avons les moyens.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons essayé plusieurs fois à participer physiquement aux certaines réunions de l'ONU car nous avons enregistré plusieurs de nos membres à certaines activités onusiennes mais l'Ambassade américaine nous a toujours refusés le visa. Cependant, nous avons l'habitude de

participer par visioconférence.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous avons coopéré avec d'autres organes de l'ONU en signant des pétitions sur les droits de l'homme et d'autres.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

Nous avons pris des initiatives pour favoriser la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement durable car notre organisation a financé dans les zones de la ruelle Necker et de l'avenue Leon Legros des projets de Lampadaires solaires pour aider la population et pour faire la promotion de l'Energie solaire.

15. Organisation de defense de l'environnement au Burundi

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Organisation de défense de l'environnement au Burundi « ODEB » est une association sans but lucratif agréée par ordonnance ministérielle n° 205.01/495 du 28/10/1992. Sa Vision est celle d'un paysage verdoyant où les ressources foncières, fauniques, floristiques et hydrauliques sont bien conservées et bien gérées et où la régularité du climat assure durablement le bien-être de la population

Objectifs

- Promouvoir , assurer la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles a travers des activités permanentes et ponctuelles dans les domaines de l'environnement, de l'eau et assainissement, de la sécurité alimentaire ainsi que le relèvement communautaire basé sur les mesures adaptées au changement climatique en vue de contribuer à l'amélioration continue des conditions d'existence de la population.

Changements à signaler

- Changement de statuts et de dénomination de l'Organisation pour la défense de l'Environnement au Burundi et Organisation de défense de l'environnement et le Développement durable avec un nouveau comité exécutif pour un mandat de cinq ans renouvelable et un conseil de surveillance pour un mandat de deux ans.
- Etablissement de partenariat avec une ONG allemande « Welthungerhilfe » soutenu par le Gouvernement de l'Allemagne,
- Suspension des ONGS étrangères par le Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales du Burundi pendant 3 mois, ce qui a eu un impact de retard sur la mise en œuvre du plan annuel

Contribution à des activités des Nations Unies

- La contribution aux préparatifs de la 25eme Conférence des parties 25 à Budapest /

Hongrie au niveau du Burundi par des rencontres au niveau des organisations de la société civile pour influencer le gouvernement du Burundi sur les engagements envers le climat. • La contribution à l'élaboration du programme du Programme des Nations unies pour le développement Burundi en concordance avec le plan national du Burundi 2018/-2027

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas pu participer à aucune réunion faute de temps.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires Genève au niveau de l'analyse de vulnérabilité environnementale des sites humanitaires abritant les réfugiés congolais au Burundi.

Elle a également collaboré avec le Haut-Commissariat des Réfugiés au centre de transit des rapatriés de GITARA (Commune Mabanda/ Province Makamba) en provenance de la Tanzanie en améliorant le cadre environnemental du site qui était trop exposé aux intempéries.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs de développement durable

- ODD1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes dans deux communes de la province Ngozi en octroyant de l'emploi à 350 familles pendant 3 années ;
- ODD2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable par la diffusion du macadamia et installation des dispositifs antiérosifs afin de croître la production agricole ;
- ODD6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau par la réhabilitation et aménagement de 400 sources d'eau et installation de 620 latrines écologiques ;
- ODD13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, par la sensibilisation à l'utilisation de foyers améliorés et de l'Énergie solaire au niveau des ménages ;

- ODD15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres. Restaurer les anciens paysages et installation de nouveaux boisements protecteurs de bassins versants ;
- ODD17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs à travers la création de réseaux internes et d'autres ONG internationales comme Welthungerhilfe.